

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/101
25 février 1993

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-neuvième session
Point 10 de l'ordre du jour

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES SOUMISES
A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION OU D'EMPRISONNEMENT

Lettre datée du 25 janvier 1993 adressée au Président/Rapporteur
du Groupe de travail sur la détention arbitraire de la Commission
des droits de l'homme par le Représentant permanent du Burundi
auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

La Mission permanente du Burundi a bien reçu la lettre G/SO 218/1 Burundi du 10 décembre 1992 qui nous transmettait la décision du Groupe de travail sur la détention arbitraire concernant le cas Ruvyiro Emile. Tout en vous remerciant de nous avoir informés de la décision No 48/1992, vous nous permettez d'émettre les trois observations suivantes :

1. Nous comprenons la désapprobation du Groupe de travail sur le manque d'informations émanant du Gouvernement du Burundi au moment où elles étaient requises; nous pensons néanmoins qu'il a été trop hâtif d'en déduire le manque de coopération de sa part. Vous remarquerez en effet que votre lettre du 8 avril 1992 fut adressée à mon prédécesseur qui résidait à Rome. Il n'a pu y répondre suite aux changements administratifs intervenus et qui impliquaient des mutations, dont la sienne. Aussi, vous n'ignorez sans doute pas qu'à la même période, certaines localités du Burundi subirent des attaques d'une faction ethnico-terroriste dénommée "Palipehutu" opposée à la politique d'unité nationale préconisée par le pouvoir en place. Vous en déduisez les préoccupations des autorités politiques pour le retour au calme. Eu égard à ce contexte, une lettre de rappel n'aurait pas été de trop et aurait sans doute connu une suite satisfaisante sur la question.

2. Dans le même ordre, permettez-nous de considérer que la décision No 48/1992 comporte une réelle contradiction dans son fond dans la mesure où elle statue sur la base des sources d'informations inconnues et, partant, d'objectivité douteuse car non confrontées aux informations qui devaient être fournies par le gouvernement. Entendu que le fait de n'avoir pu informer le Groupe de travail dans les délais de 90 jours n'implique pas la non-contestation des faits et allégations de la part du Gouvernement du Burundi dont le silence était dû à d'autres raisons comme expliqué plus haut.

3. Selon les informations à notre disposition, le cas en marge n'entre dans aucune des trois catégories évoquées dans la décision du Groupe de travail sur les détentions arbitraires. Il s'agit d'un cas d'ordre pénal régulièrement interpellé et dont le dossier judiciaire a été régulièrement instruit; le détail sur les délits et l'ensemble de l'évolution du dossier peut incessamment vous être transmis par les services habilités. En effet, contrairement à ce qui ressort du contenu de la décision du Groupe, à savoir que le cas évoqué serait en détention "pour avoir exercé pacifiquement son droit à la liberté d'opinion et d'expression", permettez-nous d'affirmer que dans le régime actuel burundais nul n'est poursuivi pour avoir critiqué le gouvernement, les autorités, les partis, l'administration... Personne n'est poursuivi pour avoir écrit quoi que ce soit, à l'exception des délits de tracts incitant à la haine ethnique vu que la loi burundaise les réprime.

Il serait alors regrettable que les différents organes chargés de la défense des droits de l'homme soient abusés et considèrent les gens interpellés par la justice pour des délits en rapport avec l'appartenance à un mouvement terroriste comme des prisonniers d'opinion. Le cas qui nous occupe entre dans cette catégorie des gens interpellés pour leurs agissements que la loi réprime et non pour leurs convictions politiques. Les allégations à charge de l'intéressé vont à l'encontre des lois du pays renforcées par ailleurs par l'article 20 du Pacte sur les droits civils et politiques qui stipule que "Toute propagande en faveur de la guerre est interdite par la loi. Tout appel à la haine nationale, raciale ou religieuse qui constitue une incitation à la discrimination, à l'hostilité ou à la violence est interdit par la loi".

Eu égard à la présente information et dans l'attente des éléments détaillés sur le dossier judiciaire en marge, la Mission permanente du Burundi propose au Président/Rapporteur du Groupe de travail sur la détention arbitraire de surseoir à la reproduction de la décision No 48/1992 (Burundi) dans le rapport à présenter à la quarante-neuvième session de la Commission des droits de l'homme. Dans le cas contraire nous prions le Président/Rapporteur de diffuser la présente demande et les informations qui la motivent.

(Signé) : SAMOYA KIRURA Colette
Représentant permanent